

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 QUIMPER Cedex

Quimper le, 28 OCT. 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21 octobre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LES RECYCLEURS BRETONS**

7 rue du docteur Lancereaux  
75008 PARIS

Références : ENV-D-25. 495  
Code AIOT : 0005503566

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement LES RECYCLEURS BRETONS (PLOUIGNEAU) implanté ZI de Kerbriant Restigou 29610 Plouigneau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans la continuité de celle du 2 septembre 2025 suite à l'incendie de déchets de batteries survenu dans la nuit, et au cours de laquelle il avait été constaté des non conformités majeures concernant les volumes de déchets détenus et leurs conditions d'entreposage. Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 05 septembre 2025, a interdit la réception de nouveaux déchets de bois, batteries et bâches agricoles jusqu'au retour à la conformité des volumes et conditions de stockage ainsi que la mise en service d'une détection incendie dans les bâtiments.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES RECYCLEURS BRETONS
- ZI de Kerbriant Restigou 29610 Plouigneau

- Code AIOT : 0005503566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Les Recycleurs Bretons exploite un établissement spécialisé dans le tri/transit/regroupement et traitement de déchets.

L'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral du 04 août 2021.

**Les thèmes retenus sont les suivants :**

- Déchets
- Défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives fondées sur les articles L. 171-7 ou L. 171-8 du Code de l'environnement ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Conformité aux dossiers	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article Chapitre 1.3	Mise en demeure, respect de prescriptions	15 jours
4	Gestion des déchets	Code de l'environnement, article L. 541-2	Demande d'actions correctives	3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Volumes autorisés	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 1.2.1	Proposition de mise en en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Interdiction de réception	AP de Mesures d'Urgence du 05/09/2025, article 1		Sans objet
5	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 7.3.3	Proposition de mise en en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Accès au bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article Chapitre 7.4	Proposition de mise en en demeure, respect de prescription	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé que l'exploitant a mis en œuvre des actions correctives permettant un retour à la conformité partielle de son installation suite aux constats de l'inspection du 02 septembre 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N°1 : Conformité aux dossiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article Chapitre 1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conditions d'entreposage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier n° 19034/1 d'août 2019 éventuellement complété/modifié par les dossiers ultérieurement déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires ainsi que les réglementations autres en vigueur. Dans les six mois qui suivent la notification du présent arrêté, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité « installations classées », un dossier comprenant l'ensemble des éléments permettant d'attester que les installations de l'établissement respectent les dispositions réglementaires qui lui sont applicables.
<b>Constats :</b>  Il est constaté un volume important de déchets de bois broyé entreposé hors alvéoles et dont le sommet du tas est supérieur à 2 m. L'exploitant indique que ces déchets sont expédiés régulièrement depuis le mois de septembre vers le port de Brest en prévision d'une exportation par un navire attendu au mois de novembre et qu'au plus tard en semaine 46, l'ensemble de ces déchets aura été évacué du site. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis un extrait du contrat le liant à son client indiquant une expédition en semaine 47 (du 17 au 23 novembre 2025)  Il est également constaté des déchets de bois non broyés dans des alvéoles dont le sommet des tas est supérieur à 2 m et correspond globalement au sommet des murs coupe-feu séparatifs. Or l'évaluation des risques, annexée au porter à connaissance du 07 mars 2022, prend comme hypothèses de calcul des flux thermiques, en cas d'incendie d'un stockage de bois, une hauteur du tas de 2 m et des murs coupe-feu d'une hauteur de 3,5 m sur 3 côtés.  L'inspection constate que l'exploitant n'est pas revenu à une situation conforme concernant les conditions d'entreposage de bois suite aux constats de l'inspection du 02 septembre 2025 à la suite desquels il avait été proposé de le mettre en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescriptions
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N°2 : Volumes autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volumes autorisés
<b>Prescription contrôlée :</b>

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t (...)	Batteries, piles : 30 t Benne amiante lié : 15 t	45 t
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	Déchets de Papier/carton : 1000 m <sup>3</sup> Bois : 1500 m <sup>3</sup> Plastiques : 500 m <sup>3</sup> Pneumatiques : 80 m <sup>3</sup>	3080 m <sup>3</sup>
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1- supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Déchets d'activités économiques en mélange : 2000 m <sup>3</sup> Bâches plastiques agricoles : 5500 m <sup>3</sup> Déchets verts : 200 m <sup>3</sup> Laine de roche : 2000 m <sup>3</sup> Biodéchets : 50 m <sup>3</sup>	9750 m <sup>3</sup>

#### Constats :

##### Constats du 2 septembre 2025 :

« L'état des stocks du 02/09/2025 transmis par courriel de l'exploitant montre que l'exploitant entrepose au sein de son établissement :

- 1 800 m<sup>3</sup> de déchets de bois A, soit un volume 4,5 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales
- 2 000 m<sup>3</sup> de déchets de bois B, soit un volume 2 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales
- 4 000 m<sup>3</sup> de déchets de bâches plastiques agricoles, soit un volume 1,6 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales »

##### Constat du 21 octobre 2025 :

Sur l'état des stocks présenté et consulté le 21 octobre 2025, il apparaît que l'exploitant détient sur le site :

- 1 300 m<sup>3</sup> de déchets de bois (quantité autorisée 1 500 m<sup>3</sup>) ;
- aucune batterie (quantité autorisée : 30 t) ;
- 800 m<sup>3</sup> de bâches agricoles (quantité autorisée : 2 450 m<sup>3</sup>, volume initial de l'AP de 2021 modifié par le porter à connaissance du 07 mars 2022).

L'inspection constate que l'exploitant s'est mis en conformité depuis le 2 septembre 2025 en ce qui concerne les volumes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°3 : Interdiction de réception

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 05/09/2025, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Réception déchets

**Prescription contrôlée :**

Les réceptions de déchets de bois A et B, de déchets de bâches agricoles et de déchets de batteries sont interdites.

Nota :

L'article 2 de l'arrêté prévoit les conditions pour autoriser la reprise de l'activité de réception de ces déchets :

*« La reprise des réceptions des déchets visés à l'article 1 est soumise à l'autorisation du Préfet sur justification, notamment, du respect des conditions d'entreposage défini dans le dossier du 7 mars 2022 susvisé et du respect de la prescription 7.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé relative à la détection incendie. »*

**Constats :**

Par lettre du 18 septembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection avoir mis en œuvre la prescription interdisant la réception de déchets de bois A et B, de bâches agricoles et de batteries et d'avoir débuter l'évacuation des déchets.

En lien avec les constats du point de contrôle n°1, l'inspection constate que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives nécessaires à l'évacuation des déchets dont les quantités constatées le 02 septembre 2025 dépassaient les limites autorisées, permettant un retour à la conformité en ce qui concerne les volumes détenus au sein de l'établissement.

Il est également constaté la présence d'une caméra thermique dans le bâtiment d'entreposage des métaux et de 3 caméras thermiques dans le bâtiment des déchets non dangereux. En cas de détection d'un incendie, un système d'alarme via le réseau 4G permet d'alerter l'exploitant.

Les conditions constatées sont donc compatibles avec la reprise de la réception des déchets de batteries et de bâches agricoles, telle que prévue par l'article 2 de l'arrêté du 05 septembre 2025.

Pour ce qui concerne l'entreposage des déchets de bois, les constats détaillés au point de contrôle n°1 ne permettent pas d'autoriser à nouveau la reprise de la réception de ces déchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°4 : Gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article L. 541-2

**Thème(s) :** Gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

**Constats :**

Il est constaté la présence de déchets de bâches agricoles manifestement présents sur le site depuis longtemps compte tenu de la présence de végétation sur le tas. L'exploitant indique que



ces déchets étaient destinés à faire des essais qui n'ont pas abouti. Il indique qu'il prévoit de les évacuer vers une installation de stockage de déchets.

Il est constaté la présence de déchets de laine de roche (broyats) manifestement présents sur le site depuis longtemps pour les mêmes raisons.

Il est constaté la présence le long de la clôture au sud-ouest de l'établissement des ballots de déchets de filets de pêche dont l'exploitant justifie la présence pour un usage de brise-vue vis-à-vis du chemin longeant la clôture.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant gère ces déchets en les évacuant vers les filières adaptées en respectant la hiérarchie des modes de traitement.

Il est rappelé que la durée d'entreposage de déchets, en application de la directive n°1999/31/CE relative aux décharges, ne peut excéder 1 an ou 3 ans selon le mode de traitement. Au-delà de ces délais, les installations d'entreposage de déchets relèvent d'un classement en installation de stockage, incompatible avec le dimensionnement des installations de Plouigneau.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'actions correctives

**Proposition de délais :** 3 mois

**N°5 : Détection incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 7.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection incendie

**Prescription contrôlée :**

Tous les bâtiments sont équipés de dispositifs de détection incendie efficaces, maintenus et régulièrement contrôlés.

**Constats :**

Constats du 2 septembre 2025 :

« Le bâtiment d'entreposage des batteries, DEEE et autres déchets de métaux n'est pas équipé de détection incendie. Il dispose d'une caméra de vidéosurveillance reliée à une centrale de contrôle. La surveillance est sous traitée à un prestataire extérieur.

La vidéosurveillance n'a pas pour objectif la détection incendie comme l'a démontré le temps de latence entre le début de l'incendie visible sur l'enregistrement vidéo à 2h25 et le premier appel au directeur du site effectué à 3h24.

L'absence de détection incendie dans les bâtiments a été constaté par l'inspection le 30 septembre 2021. Compte tenu de l'engagement de l'exploitant d'équiper le site (cf rapport de l'inspection du 11 octobre 2021), il n'avait pas été proposé de suites administratives. L'inspection constate que l'exploitant n'a pas respecté ses engagements. »

Constat du 21 octobre 2025 :

Il est constaté la présence d'une caméra thermique dans le bâtiment d'entreposage des métaux et de 3 caméras thermiques dans le bâtiment des déchets non dangereux. L'exploitant indique qu'en cas de détection d'un incendie, un système d'alarme via le réseau 4G permet d'alerter l'exploitant.

**Type de suites proposées :** sans suites

**N° 6 : Accès bassin de rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article Chapitre 7.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

(...) Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances (...)

**Constats :**

Constats du 2 septembre 2025 :

Le 09 octobre 2023 l'inspection constatait :

« L'accès à la commande de cette pompe implique le passage par une trappe étroite (voir photo 5 en annexe) depuis le bâtiment d'entreposage des métaux précieux, puis de pénétrer sur l'aire clôturée du bassin, dans laquelle se trouvent en permanence 2 chiens de garde en libre circulation. Ces conditions n'apparaissent pas de nature à faciliter l'accès à la commande en situation d'urgence et sous stress, en cas de gestion d'un sinistre. »

L'inspection des installations classées, dans son rapport du 14 novembre 2023, demandait à l'exploitant de « faciliter les conditions d'accès à la commande de confinement du bassin afin que cette dernière puisse être manœuvrée en toutes circonstances et par n'importe quel agent habilité à cette manœuvre sur le site. »

L'exploitant n'a pas apporté de réponse à cette demande et lors de la présente inspection, il est fait le même constat.

Observation de l'inspection :

La configuration actuelle à l'accès à la commande de la pompe ne répond en aucun cas à la prescription et à son objectif.

Constat du 21 octobre 2025 :

Il est constaté que l'exploitant a implanté un portail d'accès sur la clôture grillagée entourant le bassin de rétention et que les deux chiens ne sont plus présents sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suites





**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et l'appui territorial**

ARRETE N° XXXX DU XXXXXX 202X  
DE MISE EN DEMEURE  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.171-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT  
DE LA SOCIETE LES RECYCLEURS BRETONS, DONT LE SIEGE SOCIAL EST SITUE  
7 RUE DU DOCTEUR LANCEREAUX – 75008 PARIS.....  
DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITES DE SON  
INSTALLATION DE TRI, TRANSIT, REGROUPEMENT ET TRAITEMENT DE DECHETS  
EXPLOITEES ZI DE KERBRIANT A PLOUIGNEAU.

LE PRÉFET DU FINISTÈRE  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°21-2021AI du 04 août 2021 à la société Les Recycleurs Bretons pour l'exploitation d'un établissement de tri, transit, regroupement et traitement de déchets à l'adresse ZI de Kerbriant sur le territoire de la commune de Plouigneau ;

**VU** le dossier référencé n° R21121/1b du 07 mars 2022 portant à la connaissance du Préfet du Finistère des modifications notables des conditions d'exploiter de l'établissement ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 05 septembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courriers en date des 18 et 22 septembre 2025 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du ... 2025 ;

**CONSIDERANT** que lors des visites en date du 02 septembre 2025 et 21 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement, spécialité « installations classées », a constaté les faits suivants :

- Un entreposage de bois broyés hors alvéoles et dont le sommet du tas est supérieur à 2 m ;
- Des déchets de bois non broyé dans des alvéoles dont le sommet des tas est supérieur à 2 m

**CONSIDERANT** que l'évaluation des risques, annexée au porter à connaissance du 07 mars 2022, prend comme hypothèses de calcul des flux thermiques, en cas d'incendie d'un stockage de bois, une hauteur du tas de 2 m et des murs coupe-feu d'une hauteur de 3,5 m sur 3 côtés.

**CONSIDERANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose :

*« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier n° 19034/1 d'août 2019 éventuellement complété/modifié par les dossiers ultérieurement déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires ainsi que les réglementations autres en vigueur. »*

**CONSIDERANT** que ces manquements sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les moyens de luttres contre l'incendie et les conséquences d'un incendie sont évaluées sur la base des conditions nominales susvisées, et que le non-respect de celles-ci remet en cause les conclusions de l'étude de dangers et le dimensionnement des moyens de luttres contre l'incendie, pouvant générer des impacts plus importants qu'évalués initialement et rendre inefficace les moyens de lutte contre l'incendie et l'intervention des services de secours ;

**CONSIDERANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Les Recycleurs Bretons de respecter les prescriptions du chapitre 1.3 l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La société Les Recycleurs Bretons exploitant une installation de tri, transit, regroupement et traitement de déchets sise ZI de Kerbriant sur la commune de Plouigneau est mise en demeure de respecter les dispositions :

- du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté concernant les conditions d'exploitation définies dans le dossier du 7 mars 2022 relatives aux déchets de bois ;

### **ARTICLE 2**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 3**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

L'arrêté peut faire faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai sus-mentionné.

#### ARTICLE 4

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

#### ARTICLE 5

Le Secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Plouigneau, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée à l'exploitant

Le Préfet,

Louis LE FRANC